

L'Europe hésite à tourner la page de l'austérité

BUDGET L'Allemagne et les Pays-Bas appelés à relâcher leur politique de 0,5 % de PIB

► La Commission voudrait que les plus forts aident les plus faibles.

► L'idée n'a pas exactement de fan-club.

Cela ressemble un peu à la fable de la cigale et la fourmi. Maintenant que le printemps économique s'est installé en zone euro, cela ne veut pas dire que tous les indicateurs sont au vert. Le chômage, par exemple, continue de nous toiser de là où il est perché. Un nouveau débat s'ouvre alors au niveau européen : faut-il profiter de l'éclaircie pour relâcher un peu les efforts budgétaires ou faire des provisions, comme la fourmi dans la fable, en prévision de temps plus rudes ?

La Commission européenne a tenté d'orienter la discussion, en décembre dernier, avant de se faire renvoyer dans ses buts par les ministres des Finances de la zone euro. Elle avait chiffré à 0,5 % du PIB l'objectif d'un stimulus économique qu'elle recommandait à la zone euro.

« Mettre un chiffre là-dessus n'a pas reçu l'accord de l'Eurogroupe (le cénacle des ministres de la zone euro) », avait expliqué son président, Jeroen Dijsselbloem, à l'issue d'un débat houleux, en décembre dernier. « On est toujours déçu quand notre argument n'est pas retenu, mais on est quand même satisfait quand on voit progresser le raisonnement économique et politique », s'était consolé le commissaire européen en charge des Affaires économiques, Pierre Moscovici.

« La Commission prend une idée attrayante en théorie mais pas utilisable dans les circonstances actuelles » DANIEL GROS

La Commission en a remis une couche, plus discrète, fin juillet. Dans un rapport de ses services, passé largement inaperçu, elle a tenté de chiffrer les bienfaits sur l'eurozone d'un coup de pouce des maillons les plus forts de la classe. Si l'une des quatre plus grosses économies utilisant la monnaie unique appliquait une politique budgétaire « expansionniste », cela aurait pour effet d'augmenter le PIB des autres pays de 0,12 à 0,28 %, selon les politiques qu'eux-mêmes mettraient en place. Problème : tous les pays de la zone euro ne peuvent se permettre de faire des folies. Avec son déficit et sa dette obèse, la Belgique est du côté de ceux qui doivent poursuivre les efforts de consolidation des finances publiques, par exemple.

La Commission se penche donc sur les États qui sont non seulement dans les clous, mais qui ont surtout ce qu'elle appelle de la marge budgétaire, c'est-à-dire l'Allemagne et les Pays-Bas. S'ils utilisaient cette marge « pour relâcher leur politique de 0,5 % de PIB », cela diviserait par deux voire par trois les efforts concertés nécessaires des autres pays pour atteindre l'équilibre budgétaire, projette la Commission. « En d'autres mots, cela pourrait permettre aux pays qui doivent consolider leurs finances publiques de le faire à un coût moins élevé », conclut-elle.

L'argument est loin d'être nouveau et divise toujours autant les économistes. « L'Allemagne est un pays assez ouvert. Si le gouvernement investissait pour construire un pont, par exemple, il aurait besoin d'acier qu'il pourrait commander en France et du ciment en Espagne », nous explique le Français Grégory Claeys, du think

tank Bruegel. Mais les effets pourraient aussi être indirects, ajoute-t-il. Imaginons qu'une politique budgétaire plus accommodante en Allemagne y fasse chuter le chômage dans le secteur automobile, « les syndicats pourraient alors demander une augmentation des salaires, donc le prix des voitures allemandes grimperait légèrement et cela rendrait les voitures espagnoles plus compétitives », explique encore Grégory Claeys.

« La Commission prend une idée attrayante en théorie mais pas utilisable dans les circonstances actuelles », tempère de son côté Daniel Gros, économiste allemand et directeur du Center for European Policy Studies. Cela parce que l'Allemagne ne fait pas beaucoup de commerce avec les pays où le chômage est élevé, ajoute-t-il. Autre problème, l'Allemagne est plutôt du genre fourmi et

fait partie de (ou plutôt mène) ces pays qui insistent sur la discipline budgétaire.

La Commission peut quant à elle recadrer un pays qui déraile (nous ne sommes pas passés loin avec notre dette obèse) mais son contrôle des politiques budgétaires « est assez asymétrique », explique Grégory Claeys. Elle peut pousser un pays à avoir une politique plus restrictive mais l'inverse n'est pas vrai.

Pour Daniel Gros, les pays aux lourds déficits devraient profiter de l'embellie économique actuelle pour travailler à atteindre l'équilibre budgétaire. « Il y a toujours un coût économique à court terme, mais ce coût me paraît aujourd'hui assez contenu parce qu'il y a de la croissance. » C'était aussi la morale de la fable de La Fontaine. ■

ELODIE LAMER

bilan

Tirer les leçons de la crise

Un argument soutenant l'idée qu'il faut continuer à faire des efforts sous ces cieux économiques plus cléments serait que le faire en temps de crise est contre-productif. « On s'est un peu trompé pendant la crise en menant ces politiques restrictives alors qu'on était en récession », explique Grégory Claeys, du think tank Bruegel. *Cela a eu un effet négatif sur l'économie, et si on en croit certaines recherches, cela a aussi eu un effet négatif sur les recettes des finances publiques.* »

Comprenez : l'activité se contractant, les recettes fiscales s'amointraient et les déficits étaient plus difficiles à combler. Et puisque le PIB (la richesse annuelle) reculait, cela grossissait la dette publique puisque l'on ne « parle pas du montant de la dette en soi mais on la rapporte au PIB », explique Claeys (par exemple, notre dette publique s'élèvera à 105,6 % du PIB belge cette année). Plus le PIB est faible, plus considérable aura l'air la dette à côté, en somme.

Mais encore une fois, cette lecture du passé ne met pas les économistes d'accord. Les politiques restrictives n'ont pas été « contre-productives car aujourd'hui, la reprise est

durable puisqu'elle n'est plus soutenue par des déficits importants », explique Daniel Gros, directeur du Center for European Policy Studies (Ceps). « *Puis, pour certains pays comme la Grèce, il était indispensable de réduire le déficit* », poursuit-il. Le déficit public grec a atteint 10,5 % en 2010, bien au-delà de la règle des 3 % inscrite dans le pacte de stabilité et de croissance dont elle est signataire.

La structure de la zone euro

Mais outre les résultats budgétaires divergents des Etats membres de la zone euro, c'est autour de l'architecture même de la zone euro que les ministres des Finances essaient de tirer des leçons de la crise. Les pays du sud, les plus affectés par la crise, et ceux qui souffrent encore des efforts qu'ils doivent fournir pour se mettre à niveau, plaident pour davantage de solidarité.

Le chef du gouvernement conservateur espagnol, Mariano Rajoy, a dit en début de semaine qu'il profiterait d'une réunion avec ses homologues allemand, français et italien, le 28 août, pour engranger du soutien autour de l'idée d'un ministre européen des Finances, mais également un budget commun et un Trésor qui émettrait de la dette commune « afin que nous puissions tous nous financer à des taux plus bas ». Ce genre d'idées pourrait prendre des années à se matérialiser. Car s'il y a un point sur lequel les économistes tombent d'accord, c'est que c'est l'urgence de la crise qui a permis de faire des bonds en matière d'intégration. ■

E.Lr